

# RENFORCER LES LIENS ENTRE LES CITOYENNES ET CITOYENS ET LES POUVOIRS LÉGISLATIFS

2ÈME RENCONTRE DU  
RÉSEAU DU PARLEMENT OUVERT





Afin de réduire notre empreinte écologique, les documents, ressources et publications pour la réunion sont disponibles à [www.parlamericas.org](http://www.parlamericas.org). Pour faciliter l'accès aux documents en utilisant votre téléphone portable, nous vous invitons à télécharger une application de lecture de codes QR .

Cette rencontre a été rendue possible grâce au soutien généreux de l'Assemblée législative de Costa Rica, et du Gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires mondiales Canada (AMC)



# PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé des **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des États membres de l'OEA de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**



## 2ÈME RENCONTRE DU RÉSEAU DU PARLEMENT OUVERT

#OPN2017

### SUJET

Renforcer les liens  
entre les citoyens et  
les pouvoirs législatifs

### DATE

16 et 17 mars 2017

### LIEU

San José, Costa Rica

### PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

Plus de 70  
parlementaires,  
représentantes et  
représentants de la  
société civile  
provenant de 25 pays

La 2ème Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas a été accueillie par l'Assemblée législative du Costa Rica, ayant l'objectif de continuer à promouvoir la mise en oeuvre de la [Feuille de route pour l'ouverture parlementaire](#) de ParlAmericas, qui se concentre spécialement sur l'exploration de stratégies permettant une participation citoyenne effective dans les processus de prise de décisions législatives.

Des parlementaires venant de tout l'hémisphère se sont réunis à San José, au Costa Rica, pour échanger leurs opinions sur la façon de mettre en oeuvre les pratiques de **cocréation** traditionnellement associées au développement de plans d'actions pour l'ouverture législative, allant de l'adoption d'agendas à la rédaction de loi, en passant par l'application à travers des mécanismes en ligne comme en présentiel.

Cette rencontre a débuté avec un discours de bienvenue de la députée **Karla Prendas**

(Costa Rica), hôtesse de l'événement, et de **José Alberto Alfaro Jiménez**, président par intérim de l'Assemblée législative (Costa Rica), suivis de la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente de ParlAmericas, le sénateur **Hernán Larraín** (Chili), président du RPO, la députée **Ligia Fallas** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, et **Pablo Collada**, directeur de [Fundación Ciudadano Inteligente \(lien disponible en anglais\)](#), l'organisation qui coordonne le [Réseau latino-américain pour la transparence législative \(lien disponible en espagnol\)](#) (RLTL).

Les législatrices et législateurs ont ensuite participé à une session de travail menée par l'ancienne parlementaire **Guadalupe Valdez** (République dominicaine). Ils y ont exploré la manière dont la participation des citoyennes et citoyens dans le processus législatif pourrait améliorer leur confiance envers le parlement, leur intérêt pour la politique et la perception d'une

représentation effective. Puis des expertes et experts ont présenté les manières de mener à bien ces efforts à travers l'OGP. Le sénateur **Hernán Larraín** (Chili), président du RPO, a promu la nouvelle [Politique d'engagement législatif de l'OGP](#) (en anglais), qui encourage la présentation d'engagements pour la transparence législative comme partie intégrante des Plans d'actions nationaux (PAN) de l'OGP. **Scott Hubli**, directeur de programmes de gouvernabilité de l'[Institut national démocratique](#) (NDI, sigle anglais; lien disponible en anglais), a expliqué comment les gouvernements et parlements du monde entier ont appliqué les Normes de cocréation de l'OGP. Par ailleurs, **Agustina De Luca**, directrice de transparence législative de [Fundación Directorio Legislativo](#) (Fondation directoire législatif; lien disponible en espagnol), a exploré le rôle de la société civile dans l'élaboration et l'application des PAN de l'OGP.

Lors d'une deuxième session de travail coordonnée avec [GovLab](#) (en anglais), menée par **Cristiano Ferri**, directeur du [Laboratoire Hacker de la Chambre des députés du Brésil \(lien disponible en portugais\)](#), les participantes et participants ont réfléchi aux étapes du processus législatif dans lesquelles les contributions des citoyennes et citoyens, et de la société civile peuvent être les plus utiles et efficaces pour assurer un processus de prise de décisions participatif et inclusif. Durant ce débat, structuré par des [questions-guide pour intégrer la participation citoyenne dans le cadre législatif \(en espagnol\)](#), les participantes et participants ont analysé ce que signifie l'engagement citoyen, quelle est son importance, quand il est le plus productif, les méthodes pouvant être employées et les plateformes à travers lesquelles il peut se manifester.

Dans le cadre de la 2ème Rencontre du RPO, ParlAmericas a signé un **MÉMORANDUM D'ENTENTE** avec le RLTL, exprimant l'engagement du réseau à collaborer avec la société civile afin de promouvoir la transparence législative dans tout l'hémisphère.



**PABLO COLLADA**, directeur de Fundación Ciudadano Inteligente, organisation qui coordonne le RLTL

*“Nous avons signé à cette occasion un mémorandum d'entente entre le Réseau latino-américain pour la transparence législative et ParlAmericas, ce qui nous rappelle que nous avons les mêmes objectifs et que nous devons continuer à oeuvrer à rapprocher les représentantes et représentants des électrices et électeurs”*

Cette rencontre a promu un éventail de nouveaux outils, programmes et processus législatifs favorisant l'engagement des citoyennes et citoyens dans les législatures .

⇒ **Application « Mi senado » (Mon sénat) du Sénat de Colombie** – Cette [application mobile](#), présentée par **Mauricio Lizcano**, président du Sénat (Colombie), permet aux citoyennes et citoyens d'observer l'assiduité et les votes lors des sessions plénières en temps réel, en plus de leur donner la possibilité de voter pour exprimer leur opinion sur des débats législatifs. Ces votes sont ensuite pris en compte en session plénière. L'application sert également d'outil éducatif pour les citoyennes et les citoyens et offre un accès rapide aux coordonnées des sénatrices et sénateurs, et à leurs profils sur les réseaux sociaux.



⇒ **Participation citoyenne à l'Assemblée nationale du Suriname** – Comme **Jennifer Simons**, présidente de l'Assemblée nationale (Suriname), l'a expliqué, cette institution a adopté [différentes mesures](#) pour augmenter la transparence et éduquer les jeunes sur son travail. En plus de moderniser son site internet pour donner des informations législatives plus complètes, elle a créé un site dédié aux jeunes et trois jeux de société pour les aider à se familiariser avec le travail parlementaire de manière interactive et ludique. De même, une chaîne TV a été lancée récemment et des visites du siège du parlement ont été organisées. S'ajoute à cela une application mobile pour accéder plus facilement aux informations parlementaires.

⇒ **Appliquer une perspective de genre à la législation à l'Assemblée législative du Costa Rica** – L'Assemblée législative du Costa Rica a institutionnalisé trois mécanismes visant à promouvoir une plus grande participation féminine et l'inclusion des dimensions de genre dans tous les débats législatifs. **Haydee Hernandez**, chef de l'Unité technique de l'égalité et l'équité des genres de l'Assemblée législative du Costa Rica, a décrit comment cette unité, en collaboration avec la Commission permanente spéciale de la femme et le Groupe parlementaire de femmes députées, rédige des travaux de recherche, organise des audiences, crée des stratégies de promotion et surveille l'impact de la législation du point de vue du genre, entre autres, afin de garantir un processus de prise de décisions participatif et inclusif quant au genre.

La dernière session de travail de la rencontre était consacrée à un exercice pratique dirigé par **Hannia Vega**, conseillère de l'Assemblée législative du Costa Rica. Durant cette session, les parlementaires, représentantes et représentants de la société civile ont travaillé ensemble pour cocréer une solution face à un scénario, et ont réfléchi sur les avantages et défis de ce processus collaboratif. Le cas impliquait la mise en œuvre effective de lois sur l'accès à l'information, élément central de la participation citoyenne. Les participantes et participants ont été orientés par **Lemarque Campbell**, président du sous-comité de politique de [Citizens for a Better Bahamas](#) (Citoyens pour un meilleur Bahamas; lien disponible en anglais), et de Dr **Magaly McLean**, avocate principale du [Département du droit international de l'Organisation des États américains \(OEA; lien disponible en espagnol\)](#).

*“En plus de pouvoir accéder à l'information, les citoyennes et citoyens doivent pouvoir la comprendre, en particulier le fonctionnement du processus d'adoptions des lois”.*



Membre de l'Assemblée nationale **JENNIFER SIMONS** (Suriname), présidente de l'Assemblée nationale

Le **PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT** (OGP, sigle anglais) est une initiative multilatérale lancée en 2011 et qui comprend 75 pays. Son objectif est d'obtenir des engagements concrets des gouvernements pour promouvoir la transparence, inclure les citoyens, lutter contre la corruption et utiliser les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance. De tels engagements sont adoptés à travers des Plans d'action nationaux (PAN) cocréés par les gouvernements et la société civile conformément aux [Normes de coocréation de l'OGP \(en espagnol\)](#), lesquelles sont renouvelées tous les deux ans.

Depuis octobre 2016, les législatures des pays participant à l'OGP sont invités à élaborer un plan d'action pour l'ouverture législative afin qu'elle figure dans le prochain PAN de leur pays, ou comme chapitre séparé au sein de son PAN, conformément à la [Politique d'engagement législatif de l'OGP](#) (en anglais).

## FACTEURS PRINCIPAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LOIS SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Identifiés par les parlementaires, représentantes et représentants de la société civile lors de la rencontre :

- ⇒ Constitution d'un organisme d'application indépendant et responsable de mettre en œuvre un processus de sanctions
- ⇒ Affectation de ressources budgétaires pour permettre la mise en place effective de la législation
- ⇒ Considération de normes internationales sur l'accès à l'information et la protection de lois sur l'accès à l'information, ainsi que des normes sur l'éthique (c'est-à-dire l'obligation de divulguer le patrimoine et les intérêts)
- ⇒ Réalisation d'une évaluation périodique de la mise en place de la législation pour déterminer si elle atteint bien ses objectifs
- ⇒ Mise en place de programmes de formation et de communication sur l'application de la législation, pour les fonctionnaires publics comme pour les citoyennes et citoyens
- ⇒ Participation de la société civile dans la rédaction de la législation et dans l'évaluation de sa mise en œuvre

*“La démocratie n'est possible que lorsque les autorités sont responsables et qu'il existe des organes garantissant l'application de la loi. Ce n'est qu'alors que nous verrons des citoyennes et citoyens autonomes et intégrés aux décisions prises par le pouvoir législatif. Ce qui importe, c'est de continuer d'avancer dans la bonne direction”.*



Sénateur  
**HERNÁN LARRAÍN** (Chile),  
présidente du Réseau du



Députée  
**MAYRA ENRÍQUEZ**  
(Mexique)

*“La première chose à comprendre est si la méfiance institutionnelle est la cause ou la conséquence du manque de participation citoyenne, car nous souhaitons lutter contre cette méfiance par la participation des citoyennes et citoyens, mais il est difficile d'imaginer qu'ils participeraient à quelque chose qui ne leur inspire pas confiance”.*

La rencontre s'est terminée avec l'adoption d'une [déclaration d'engagement](#) reconnaissant la participation citoyenne comme principe fondamental de la démocratie, puisque son objectif est de permettre aux citoyens de s'informer, s'engager et participer activement au processus de prise de décisions publiques, et engageant à :

- ⇒ Promouvoir l'adoption de cadres réglementaires et des bureaux garantissant l'accès à l'information publique et la participation effective des citoyennes et citoyens au processus législatif
- ⇒ Assurer l'institutionnalisation d'espaces permettant aux citoyennes et citoyens de contribuer au processus de prise de décisions, que ce soit en présentiel ou à travers les technologies de l'information et de la communication et les réseaux sociaux
- ⇒ Faire savoir les droits des citoyennes et citoyens en matière de participation citoyenne, l'importance de leur participation pour le renforcement de la démocratie et les mécanismes qui la rendent possible



Sénatrice **MARCELA GUERRA**  
(Mexique), présidente de  
ParlAmericas

*“Un parlement ouvert cherche à obtenir une plus grande transparence, un meilleur accès à l’information et une plus grande responsabilité. Il cherche à intégrer d’autres éléments pour la participation effective des citoyennes et citoyens, comme l’utilisation de nouvelles technologies pour être réceptif, innovant et efficace dans le travail en faveur des personnes”.*

*“Le lien avec les citoyennes et citoyens à travers les technologies de l’information et de la communication est essentiel, mais nous devons avoir conscience de la fracture numérique, étant donné que les plus vulnérables peuvent ne pas y avoir accès et utilisent toujours la radio et la télévision. [Ce lien] permet un débat plus productif et une prise de décisions plus inclusive. Il contribue à l’application des lois car lorsque les citoyennes et citoyens participent au processus, ils s’engagent. Et en faisant bien les choses, nous pouvons inclure les droits des minorités”.*



Député  
**RANDY BOISSONNAULT**  
(Canada)



**CECILIA RODRÍGUEZ**,  
représentante de  
Costa Rica Íntegra  
(Costa Rica Intègre)

*“La citoyenne et le citoyen ont un regard différent de celui du politicien. C’est pourquoi son point de vue est fondamental dans un exercice participatif, transparent et démocratique”.*

*“Dans le cadre du parlement ouvert, concernant la question du contenu que nous transversalisons avec le genre, l’exposition de dirigeantes politiques et des défis qu’elles relèvent est un sujet qu’il faut rendre visible et aborder, et sur lequel il faut sensibiliser. Cela doit venir de nous, politiciennes et politiciens, hommes ou femmes”.*



Députée  
**KARLA PRENDAS** (Costa Rica)

*“Je crois que le plus important est que la confiance des citoyennes et citoyens augmente lorsqu’ils ont accès à l’information. Cela dissipe toute idée que le gouvernement agit mal. On comprend donc qu’il s’agit [la législation sur l’accès à l’information] d’un outil efficace non seulement pour que les citoyennes et citoyens s’engagent, mais également pour qu’ils participent au processus de prise de décisions”.*



**LEMARQUE CAMPBELL**,  
président du sous-  
comité de  
politique, Citizens  
for a Better  
Bahamas

## DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ AVEC LE PÉROU

Les participantes et les participants de la 2<sup>ème</sup> Rencontre du RPO ont signé une [déclaration de solidarité avec le Pérou \(en espagnol\)](#) pour présenter leurs condoléances et leur soutien suite aux pertes humaines et aux dommages matériels causés par les fortes pluies, les inondations et les glissements de terrain qui ont eu lieu.

# Maximiser l'utilisation des réseaux sociaux pour promouvoir la participation citoyenne

## DATE

15 mars 2017

## LIEU

San José, Costa Rica

## PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

34 parlementaires provenant de 19 pays

Cette session de formation, qui a eu lieu dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> Rencontre du RPO, a mis l'accent sur l'utilisation des réseaux sociaux pour améliorer la communication avec l'électorat. Durant cette session, **Sebastián de Lara Gomís**, associé directeur de [Navegación Política](#) (Navigation politique; lien disponible en espagnol), a présenté des stratégies pour utiliser efficacement les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram et Snapchat. Les parlementaires ont également exploré des stratégies permettant de relever des défis communs comme les attaques en ligne coordonnées, perpétrées par l'opposition politique, ou les commentaires négatifs venant de citoyens inquiets. La session s'est terminée par un échange sur le harcèlement en ligne des femmes parlementaires et les mesures que les législatrices et législateurs peuvent adopter pour promouvoir l'égalité des genres et empêcher les attaques en ligne pour motifs personnels comme celles liées au genre.

“Suite à cet atelier, j'ai créé une page publique sur Facebook et, à travers mes profils sur les réseaux sociaux, j'ai mis en pratique une initiative de diffusion et j'ai mobilisé des personnes pour assister à une session de formation sur l'autonomisation des femmes qui aura lieu à Saint-Christophe-et-Niévès”.



Représentante Hon. **HAZEL BRANDY-WILLIAMS** (Saint-Christophe-et-Niévès), ministre du développement social, du sport, des questions de genre, sociales et liées à la jeunesse, des relations avec la communauté, du contrôle des importations et exportations et de l'unité d'octroi de licences



Députée  
**JIMENA COSTA**

“Facebook m'a beaucoup aidée à partager des informations avec les citoyennes et citoyens. Cela me sert à parler des causes pour lesquelles je fais de la politique, comme celle de l'environnement. Cela me permet de créer un réseau de personnes qui soutiennent et commentent sur des sujets reliés, ce qui m'est d'une très grande utilité”.

## MEILLEURES PRATIQUES POUR L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX PAR LES PARLEMENTAIRES

Dans la section sur le parlement ouvert du site internet de ParlAmericas, vous trouverez un [aide-mémoire](#) (en anglais) avec plus de détails.

1. Comprendre la portée et l'impact des réseaux sociaux
2. Créer un débat politique participatif
3. Favoriser des dialogues en temps réel et créer du contenu
4. Bâtir la confiance
5. Suivre les activités ou les nouveautés de l'opposition sur ses réseaux sociaux
6. Maintenir un réseau d'abonnés sans trolls, en fixant des limites, en étant aimable et un membre actif de sa communauté
7. Se prononcer contre la violence de genre en ligne
8. Les commentaires négatifs sont une opportunité de montrer sa connaissance et de faire preuve de professionnalisme

## PARLEMENTS REPRESENTÉS À LA RENCONTRE

ANTIGUA ET BARBUDA



CHILI



DOMINIQUE



GUYANE



PANAMA



SAINTE-LUCIE



ARGENTINE



COSTA RICA



ÉQUATEUR



HONDURAS



PÉROU



SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES



BOLIVIE



COLOMBIE



LE SALVADOR



JAMAÏQUE



REPUBLIQUE DOMINICAINE



SURINAME



CANADA



CUBA



GUATEMALA



MEXIQUE



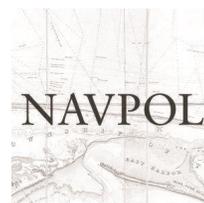
SAINT-CRISTOPHE-ET-NIÈVES

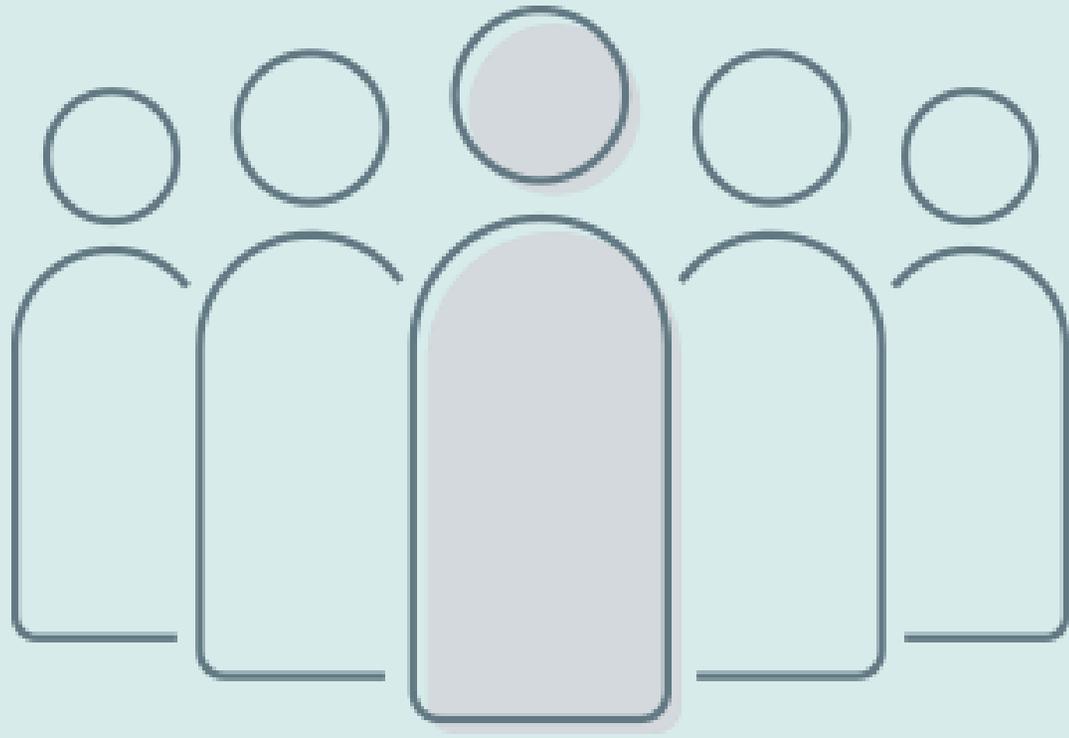


VENEZUELA



## ORGANISATIONS QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RENCONTRE





Secrétariat international de ParlAmericas  
710—150 Wellington St., Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada  
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Fax: +1 (613) 594-4766  
[www.parlamericas.org](http://www.parlamericas.org) | [info@parlamericas.org](mailto:info@parlamericas.org)

